

L'expérience grecque (I)

« Les cigales et les fourmis »

GÉRARD MAUGER

en suivant au jour le jour, sur un échantillon à la fois limité et diversifié de la presse écrite, « l'histoire immédiate » des rapports entre le gouvernement grec d'Alexis Tsipras élu le 25 janvier dernier et les « Européens » (la presse désigne souvent ainsi le Groupe dit « de Bruxelles » - BCE, Commission Européenne, FMI - et les autres chefs d'États européens), force est de s'interroger sur ce que « lire le journal » veut dire et de faire l'hypothèse que « les profanes », à condition d'avoir assez d'assurance statutaire pour s'en mêler, assez d'intérêt pour s'y investir, assez de compétences pour y comprendre quelque chose¹, assez de temps pour pouvoir le faire, ne sont « informés » qu'à travers une sorte de rumeur où circulent quelques mots-clés : les « éléments de langage » des communicants. « En général, ce qui circule ce sont les titres », disait Bourdieu à propos des travaux des intellectuels² : le constat vaut sans doute

a fortiori pour l'actualité internationale racontée par la presse. C'est cette « rumeur » que je me suis efforcé de reconstituer en tentant de cerner les thèmes récurrents qui organisent ce récit médiatique.

Bien qu'il ne s'agisse pas vraiment ici d'une histoire « pleine de bruit et de fureur », ce récit médiatique mobilise néanmoins à tout instant le lexique de la polémologie : de février à juin, il y est question de « coups d'État », d' « ultimatum », d' « hostilités », d' « escalade », de « menace », de « reddition », de « Canossa », etc. « Grèce : la BCE lance un coup d'État financier » (*Mediapart*, 5/2/2015), « L'ultimatum de la BCE à la Grèce », « Grèce : la BCE ouvre les hostilités » (*Le Monde*, 6/2/2015), « Les Européens jouent l'escalade face à la Grèce » (*Mediapart*, 7/2/2015), « La BCE déclare la guerre au peuple grec et menace l'Europe » (*L'Humanité*, 6-7-8/2/2015),

1. La lecture de l'actualité économique de plus en plus envahissante dans la presse quotidienne (un indice sans doute de l'emprise croissante du champ économique sur le champ politique, etc.) suppose parfois, en effet, des compétences spécifiques (économiques et juridiques) sur le fonctionnement des « marchés financiers ».

2. Et en particulier à propos de la réception de l'œuvre de Foucault : voir Pierre Bourdieu,

« Qu'est-ce que faire parler un auteur ? », *Sociétés et Représentations*, n° 3, novembre 1996, p. 13-18.

« L'Europe veut la reddition de Tsipras » (*Politis*, 19/2/2015), « L'Allemagne toujours intransigeante face à la Grèce » (*Le Monde*, 21/2/2015), « Aux abois, la Grèce doit convaincre ses créanciers » (*Le Monde*, 8-9/3/2015), « Le premier ministre grec a fini par accepter de se rendre chez Angela Merkel à Berlin-Canossa le 23 mars » (Arnaud Leparmentier, « Faux postulats, vraie déprime », *Le Monde*, 19/3/2015).

Parmi les thèmes récurrents dans ce récit de « guerre froide », celui de la démocratie occupe une place centrale : en substance, il s'agit d'un conflit entre la « légitimité démocratique » (celle du gouvernement Tsipras) et celle - auto-proclamée - des « règles européennes ». Ce conflit peut également se décliner dans l'opposition entre « légitimité technocratique » (celle de l'expertise) et « légitimité politique » : elle aboutit à placer la finance hors-jeu démocratique, un peu comme la cité athénienne de l'époque classique plaçait des fonctions étatiques essentielles hors champ politique en les confiant à des esclaves publics³. Dans le récit médiatique, ces conflits de légitimité réactivent enfin l'opposition mythique entre « le Nord et le Midi », un conflit moral entre « les cigales et les fourmis ».

Légitimité européenne/légitimité démocratique

Quelles sont les causes de ce conflit dans le récit médiatique ? Il apparaît comme la conséquence inévitable de la contradiction qui s'est faite jour entre « les règles » de l'Union

3. Voir Paulin Isnard, *La démocratie contre les experts. Les esclaves publics en Grèce ancienne*, Paris, Editions du Seuil, 2015.

Européenne et le programme de Syriza qui venait de remporter les élections grecques du 25 janvier 2015. La « dette » y est l'arme des « Européens » : « couper les liquidités » aurait, en effet, pour conséquence quasi automatique le « défaut » de la Grèce et la BCE apparaît initialement comme leur bras armé.

« L'Europe n'a pas à interférer dans le vote grec » disait juste avant les élections, Pierre Moscovici, commissaire à l'économie (*Le Monde*, 8/1/2015). Au lendemain du 25/1/2015, Jean-Claude Juncker, président de la Commission Européenne, déclarait : « Nous respectons le suffrage universel en Grèce, mais la Grèce doit aussi respecter les autres, les opinions publiques et les parlementaires du reste de l'Europe » (*Le Figaro*, 29/1/2015). Pourtant, « dès lundi, notait Denis Sieffert, les huiles de la finance européenne se sont relayées pour sommer Alexis Tsipras d'appliquer la même politique que son prédécesseur. Comme si rien ne s'était passé ? Comme si la démocratie n'était qu'un mot futile pour abuser l'opinion [...] La BCE, écrit-il, estime que les conditions pour accorder ses liquidités à la Grèce ne sont plus réunies, puisque le gouvernement rejette les réformes et l'austérité » (« L'enjeu grec », *Politis*, 29/1/2015). Martin Wolf explicite le chantage qui se met en place : « la nécessité d'une réforme radicale de l'État et du secteur privé est manifeste⁴. C'est sur ces ques-

4. À propos de ces réformes structurelles », Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, déclarait avant même le résultat des élections : « La Grèce est tenue de continuer sur la voie des réformes déjà engagées, sans aucune alternative, quel que soit le résultat du futur scrutin » (*Le Monde*, 4/1/2015). Pour le FMI la priorité va à « la dérégulation du marché du travail et la légalisation des licenciements de masse, promises aux oligarques grecs ». Pour

tions que doivent se focaliser les négociations : des réformes profondes et radicales en échange du desserrement des liens de la dette. [...] Si la Grèce veut s'engager dans quelque chose d'entièrement différent, c'est son droit. Mais alors elle doit sortir de l'union » (« Il faut négocier, calmement, avec les Grecs », *Le Monde*, 12/2/2015). Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, propose une motion de synthèse : « Il faut respecter le vote grec et les règles européennes », écrit-il, étant entendu que « celui qui voudrait faire comme si ces règles-là n'existaient pas se mettrait dans une situation d'im-passe » (*Le Monde*, 11/2/2015). Concession à la démocratie, « la proposition de ne plus utiliser le terme *troïka* abhorré des Grecs a été adoptée », lit-on dans *Le Monde* (18/2/2015). En définitive, le Premier ministre grec est sommé d'accepter les négociations imposées par le « Groupe de Bruxelles » (on dit aussi les « Institutions »), de respecter « les règles européennes », c'est-à-dire d'achever les réformes mises en œuvre par le gouvernement Samaras (comme si les élections n'avaient pas eu lieu ou comme s'il les avait perdues) et de renoncer à son « mandat démocratique » (le programme sur lequel il a été élu). Selon Alexis Tsipras, il s'agit de « forcer le nouveau gouvernement grec à appliquer les mêmes politiques que les cabinets sortants », « d'accepter que les premiers ministres et les gouvernements soient imposés par les institutions européennes », bref d'avaliser « l'abolition de la démocratie en Europe » (Alexis

la Commission européenne, « la poursuite des privatisations susceptibles d'intéresser les entreprises allemandes » semble prioritaire (voir Stelios Kouloglou, « Grèce, le coup d'État silencieux », *Le Monde diplomatique*, juin 2015).

Tsipras, « Non à une zone euro à deux vitesses », *Le Monde*, 31/5/2015)⁵.

Mais alors, « à quoi sert-il d'avoir un gouvernement de gauche s'il doit mener une politique de droite ? », s'interroge Arnaud Leparmentier (« Bismarck, le retour en grâce », *Le Monde*, 2/4/2015)⁶. Il est vrai en effet que, comme le note Serge Halimi, « François Hollande n'a pas eu besoin de plus de 24 heures pour se rendre à Berlin, piétiner ses promesses de campagne – la renégociation du pacte de stabilité européen, le combat contre son “véritable adversaire”, la finance – et endosser ainsi sans broncher la politique de son prédécesseur » (« Soutenir la Grèce », *Le Monde diplomatique*, mars 2015). Et l'expérience du Congrès de Versailles adoptant l'essentiel du TCE rejeté en France par référendum (le 29 mai 2005) et devenu en 2008 traité de Lisbonne, avait déjà montré clairement qu'il est

5. « Menaces, chantages, ultimatums : une autre *troïka* impose au gouvernement du nouveau premier ministre Alexis Tsipras l'austérité qu'appliquaient docilement ses prédécesseurs », écrit de même Stelios Kouloglou (« Grèce, le coup d'État silencieux », *Le Monde diplomatique*, juin 2015).

6. Le même Arnaud Leparmentier prétend faire passer la politique de Bismarck (comme d'ailleurs celle de Schröder) pour une politique de gauche : « Votez à droite et vous aurez une politique de gauche ». Ce qui ne lui interdit pas d'écrire à quelques semaines d'intervalle que « l'expérience le montre, les élus politiques tiennent leurs promesses ; beaucoup plus qu'on l'imagine » (« Syriza ou le masque de Solon », *Le Monde*, 22/1/2015). Cultivant le paradoxe, il ajoute que si « aujourd'hui, l'Europe est dans un système absurde, consistant à prêter à la Grèce pour se faire rembourser », cette absurdité est stratégique : « cela permet d'exiger des réformes, que Tsipras veut suspendre, à tort. Il ne faut pas revenir sur l'âge de la retraite, les licenciements de fonctionnaires ni allouer de nouvelles aides sociales ou augmenter le smic » (Arnaud Leparmentier, « Berlin plutôt qu'Athènes », *Le Monde*, 8/1/2015).

possible de passer outre le vote démocratique. Que les traités européens soient *de facto* soustraits à la démocratie, on peut en voir encore une autre preuve dans le souhait (à propos d'un éventuel « *Brexit* ») de François Hollande et d'Eva Kopacz (la première ministre polonaise) de « ne pas s'engager dans des modifications de traités nécessitant de repasser par le vote populaire » (« *Brexit* : les lignes rouges des Européens », *Le Monde*, 31/5-1/6/2015).

Tournant en dérision la légitimité démocratique – « Votez à droite et vous aurez une politique de gauche »⁷ –, Arnaud Leparmentier se fait le porte-parole de la thématique du conflit de légitimités : « Le petit couplet sur la légitimité démocratique du vote des Grecs en faveur de Syriza qui supplanterait les oukazes d'une troïka (Commission, BCE, FMI) non démocratique est un brin fallacieux, écrit-il. En réalité deux légitimités démocratiques s'affrontent : celle des Grecs et celle des autres partenaires de la zone euro, qui, tous, ont fait approuver par leurs parlements nationaux respectifs le plan d'aide à la Grèce à condition qu'elle se réforme et ne récidive pas » (« Le masque de la tragédie grecque », *Le Monde*, 5/2/2015). Mais la théorie du conflit de légitimités suppose que « la troïka » est une institution démocratique. Or, le moins qu'on puisse dire est que la thèse ne va pas de soi...

Légitimité technocratique/ légitimité politique

Selon Pierre Khalfa, « les traités européens et les directives qui en sont

7. Formule qu'il faudrait compléter par la proposition faussement symétrique « Votez à gauche et vous aurez une politique de droite ».

issues ont constitutionnalisées les politiques d'austérité afin d'empêcher tout débat démocratique réel, d'exclure de la décision citoyenne les politiques économiques et sociales et de museler la souveraineté populaire. Les politiques économiques se réduisent ainsi à appliquer une série de normes » (« Une sortie de l'euro ne résoudrait rien », *Politis*, 12/2/2015). Arnaud Leparmentier ne le dément pas : « à l'origine, [...] cette banque (la BCE) », écrit-il, devait être apolitique. Instruits par l'hyperinflation des années 1920 et la ruine nazie, les Allemands avaient compris que l'argent était une chose trop grave pour être livrée aux politiques. Elle fut donc confiée, après guerre, à des banquiers centraux non révocables, dont l'objectif essentiel était de lutter contre l'inflation. La banque centrale de l'euro fut construite sur le modèle de la *Bundesbank*, qui accompagna le miracle économique allemand » (« Draghi, le coup d'État intermittent », *Le Monde*, 12/2/2015). Mais cette mise « hors-jeu politique » de la finance n'est pas sans conséquences : « à tort ou à raison, cela donne aux peuples le sentiment qu'ils ont affaire à une Europe de technocrates, insensible aux questions sociales⁸. Cela laisse aussi à la BCE, seule véritable institution supranationale de la zone euro, la charge [...] de prendre les décisions

8. À propos de ces technocrates, Marc Ferro évoque une « société hors sol » (qu'il assimile aux colons d'hier) : « Ses membres sont toujours entre deux vols, de New York à Davos ou de Londres à Hongkong : membres de l'OCDE ou de la Commission Européenne, de l'Assemblée de Strasbourg ou du FMI. Ils sont relayés par les soixante mille agents de Goldman Sachs et autres banques internationales » (« Ne prenons pas les Grecs pour les nouveaux colonisés de l'Europe », *Le Monde*, 26/2/2015).

difficiles que ceux-ci tardent souvent à prendre », note Marie Charrel (« La BCE concentre la colère des altermondialistes », *Le Monde*, 20/3/2015).

Le récit médiatique met alors en scène un autre conflit de légitimités : entre technocrates (de la BCE) et chefs de gouvernements, entre « experts » et « politiques ». « Dès que vinrent les premières crises de l'euro, la BCE a vite dû suppléer le pouvoir politique », constate Arnaud Leparmentier, or, explique-t-il, « le pouvoir, Draghi n'en veut plus, alors que la BCE est devenue, à son corps défendant l'institution maîtresse de l'Europe [...] Au lieu de renflouer discrètement la Grèce en violant son mandat [...] l'Italien renvoie la responsabilité là où elle vient, c'est-à-dire aux politiques » (« Draghi, le coup d'État intermittent », *Le Monde*, 12/2/2015). Où se trouve le pouvoir ?, s'interroge-t-on dans *Le Monde*. « La BCE concentre la colère des altermondialistes », mais ils se trompent, « l'institution ne s'occupe que des questions monétaires. Les politiques budgétaires relèvent des gouvernements » (*Le Monde*, 20/3/2015).

Du constat que la *polis* européenne doit beaucoup à trois institutions indépendantes – la Cour de Justice, l'Administration, la Banque Centrale Européenne – Antoine Vauchez⁹ induit l'émergence d'un nouveau type de légitimité politique : « par leur indépendance et leur expertise, ces institutions deviennent la matrice d'un nouveau type de légitimité politique ». C'est à ces trois institutions qu'il revient, selon l'auteur, d'inventer le nouveau lexique d'une légitimité politique euro-

péenne acquise par l'expertise et non par l'élection. Or, la dimension proprement politique de ces « experts » dont la nomination repose sur des équilibres politiques et géopolitiques complexes entre États et qui exercent des responsabilités de plus en plus décisives dans des domaines qui relèvent classiquement des compétences exclusives des États, est enveloppée d'une « cape d'invisibilité »¹⁰. Selon Antoine Vauchez, « l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce, dont la radicalité, relative, est inhabituelle dans le jeu européen, fait apparaître un "clash de légitimités", entre ce projet européen, que les "indépendantes" prétendent incarner et des mandats électoraux nationaux » (« Syriza fait apparaître un clash des légitimités en Europe » (*Médiapart*, 6/2/2015).

Historien de l'antiquité grecque, Paulin Ismard souligne l'homologie formelle entre cette configuration politique européenne et celle de la cité athénienne de l'époque classique : un ensemble de tâches (dont le contrôle de la monnaie) qui supposaient une véritable expertise dont étaient privés la plupart des citoyens, étaient confiées à des esclaves publics (les « *demosioi* »), statutairement exclus de la communauté politique. Il s'agissait ainsi de placer hors du champ politique un certain nombre de savoirs spécialisés, dont la maîtrise ne devait légitimer la détention d'aucun pouvoir. « Pour les Athéniens de l'époque classique, nul savoir ne pouvait par lui-même légitimer la détention d'un pouvoir sur la communauté civique ; et, si certaines tâches requérant une forme d'expertise étaient confiées à des esclaves, c'est précisément parce que ces derniers [...] ne risquaient

9. Voir Antoine Vauchez, *Démocratiser l'Europe*, Paris, Éditions du Seuil, 2014.

10. *Ibid.*, p. 62.

pas de menacer l'ordre civique », écrit-il¹¹. L'homologie a ses limites : même si les nouvelles élites européennes qui peuplent les « Institutions » qu'Antoine Vauchez appelle « les indépendantes », sont comme les « *dêmosioi* » recouverts d'une « cape d'invisibilité »¹², il ne s'agit évidemment pas d'« esclaves publics ». Ces « indépendantes » peuplées d'experts – à commencer par la BCE – sont issues de ce que Bourdieu appelait une « politique de dépolitisation »¹³ qui se dépossède peu à peu du pouvoir de contrôler les forces économiques (libéralisme, libéralisation, dérégulation) en le plaçant « hors jeu politique »¹⁴. Contre cette politique de dépolitisation, « la victoire de Syriza renoue avec l'idée que ce sont les êtres humains qui doivent décider de leur propre sort. La politique et la démocratie retrouvent droit de cité » (Pierre Khalfa, « Une sortie de l'euro ne résoudrait rien », *Politis*, 12/2/2015).

Les cigales et les fourmis

Outre cette lutte symbolique à propos de la question de la démocratie, le récit, jouant de l'opposition mythique

entre fourmis et cigales, Nord et Sud, épargne et dépense, met également en scène une « question morale ». Celle d'une fable de La Fontaine : « La Cigale et la Fourmi »¹⁵.

Bild, le tabloïde le plus vendu d'Europe (2,2 millions d'exemplaires par jour) qui titrait le 26/2/2015, « Non ! Pas de milliards supplémentaires pour les Grecs gloutons ! », oppose régulièrement « l'Allemand qui travaille dur, économise son argent et vote CDU, aux Grecs décrits comme un bloc homogène de fainéants et de tricheurs » : « Comment les Grecs s'y prennent pour gaspiller nos beaux euros... regardez ce qu'ils se permettent ! » (1^{er} mars), « Pas un sou pour la Grèce ! » (3 mars) « C'est de leur faute ! » (12 mars) (cité par Olivier Cyran, « *Bild* contre les cyclo-nudistes », *Le Monde Diplomatique*, mai 2015). Arnaud Leparmentier reprend à son compte la même antienne : « les Grecs sont victimes d'eux-mêmes, certainement pas de l'Europe », écrit-il (« Berlin plutôt qu'Athènes », *Le Monde*, 8/1/2015) ou encore, les pays du Sud « ont subi les conséquences de leur inconséquence » (« Faux postulats, vraie déprime », *Le Monde*, 19/3/2015). Coupable, la cigale « inconséquente » abuse des fourmis « épargnantes » : selon Arnaud Leparmentier, « en abolissant la rémunération de l'épargne, il [Draghi] organise aussi un transfert financier massif en faveur des actifs du Sud [les cigales], au détriment des épargnants du Nord [les fourmis] » (« Draghi, le coup d'Etat intermittent », *Le Monde*, 12/2/2015). Avec la mondialisation (dont on se demande si Arnaud

11. Voir Paulin Ismard, *La démocratie contre les experts*, op. cit., p. 16.

12. « Le choix de confier [ces tâches administratives] à des esclaves revenait en réalité à dissimuler, voire même à rendre invisible, la sphère administrative dans la cité », écrit Paulin Ismard (*ibid.*, p. 60)

13. Pierre Bourdieu, « Contre la politique de dépolitisation », in *Contre-feux 2*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2001, p. 57-67.

14. « Les États continuent en fait à jouer un rôle déterminant au service de la politique qui les affaiblit. Il est remarquable, précise Bourdieu, que les politiques visant à déposséder les États au profit des marchés financiers ont été édictées par des États et, qui plus est, par des États gouvernés pas des socialistes » (*ibid.*, p. 69)

15. « La Cigale et la Fourmi est indispensable » (Emmanuel Berl, *Mort de la morale bourgeoise*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1965 [1929], p. 36).

Leparmentier la perçoit comme une « catastrophe naturelle » ou une « divine surprise », il a fallu devenir plus compétitif non seulement à l'égard des émergents, mais aussi au sein de l'Europe et de la zone euro, explique-t-il, « et dans cette course, écrit-il, l'euro est devenu un poison sucré [dont raffolent sans doute les cigales] qui a permis aux pays du Sud, dont la France, de ne pas se réformer quant il en était temps » (« Drame en deux actes », *Le Monde*, 28/5/2015)¹⁶. Comme le relève Alain Frachon, « *Schuld* » en allemand signifie à la fois « dette » et « faute » : la dette apparaît ainsi comme une « faute » à expier par la cigale qui aurait « chanté tout l'été ». « Elle a, écrit Alain Frachon, largement bénéficié, et gaspillé, des milliards d'euros de fonds structurels dispensés par l'Europe, notamment par l'Allemagne » (« La Grèce, la dette et la morale », *Le Monde* 6/2/2015). De même, Thomas Philippon tient à rappeler que, selon lui, « la Grèce est la première responsable de ses malheurs » (*Le Monde*, 12/2/2015). Et Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances et grand chef des fourmis, professe sur le ton de l'évidence que : « Le problème est que la Grèce a vécu au-dessus de ses moyens pendant longtemps et que personne ne veut plus lui donner de l'argent sans garanties » (*L'Humanité*, 17/2/2015)

Aux cigales du « Club Med »¹⁷, on

16. « L'euro a fait un gagnant, l'Allemagne, et des perdants, au moins relatifs, les pays du Sud », concède toutefois Arnaud Leparmentier (« Faux postulats, vraie déprime », *Le Monde*, 19/3/2015).
17. À propos de « la folle vie » des cigales, Alexis Tsipras rappelait récemment qu'au bout de cinq ans du traitement imposé par les thérapeutes de la troïka, la dette grecque est passée de 124 à 180 % du PIB, que le

oppose alors les malheureuses fourmis baltes : « Heureux États baltes » (Lituanie, Lettonie), « trop heureux d'être arrimés à l'Ouest », en dépit d'une « grande purge, avec baisses de salaires généralisée, diminution du nombre des fonctionnaires, restructurations drastiques [...] qui sont là pour défendre les pays du Club Med' », écrit Arnaud Leparmentier (« Le masque de la tragédie grecque », *Le Monde*, 5/2/2015). Il s'agit alors de mobiliser un front uni des fourmis contre « la cigale du Club Med » : « Alexis Tsipras fait l'unanimité contre lui à Bruxelles » (*Le Monde*, 19/3/2015). La France rejoint aussitôt le front uni des fourmis¹⁸ : « Il n'est pas question de transférer le poids de la dette grecque du contribuable grec au contribuable français », déclare Michel Sapin (*Europe 1*, 2/2/2015).

Ainsi politiques et médias réactif-ils – peut-être sans le savoir – l'opposition mythique entre Occident et Orient ou entre « Anglo-saxons » et « Européens du Sud », « dont « l'indolence » et « l'envie » empêchent le développement de la société industrielle, l'affirmation d'un groupe dirigeant solide et le fonctionnement réglé des institutions » et une représentation de la Grèce « sous bien des aspects, trop

taux de chômage a atteint 28 % (60 % pour les jeunes), que le revenu moyen a baissé de 40 %, qu'actuellement, 44,5 % des retraités reçoivent une retraite inférieure au seuil de pauvreté relative et que la Grèce bat les records d'inégalité sociale au sein de l'UE (Alexis Tsipras, « Non à une zone euro à deux vitesses », *Le Monde*, 31/5/2015).

18. Bien que, selon Arnaud Leparmentier, la France soit « entre cigale et fourmi » : « Elle court le risque de devenir une grande Grèce, écrit-il, à force de trop diverger avec l'Allemagne et les économies du Nord » (« La France, une Grèce qui s'ignore », *Le Monde*, 9/4/2015).

orientale »¹⁹. En fait, ces oppositions reprennent à leur compte la « théorie des climats » de Montesquieu, où Bourdieu voit « un remarquable paradigme de la mythologie “scientifique” » dont la cohérence proclamée s'affirme à la fois dans la rhétorique de la scientificité et une cohérence cachée, mythique : aux « hommes du Nord, hommes vraiment hommes, actifs, virils, tendus, bandés comme des ressorts », s'opposent « les hommes du Midi voués à la servitude, à l'empire des sens, de la sensation mais aussi de l'imagination, [...] dispositions relâchées et lâches en un mot efféminées », opposition démarquée de celle entre masculin et féminin, « produit de la combinaison de fantasmes sociaux et de fantasmes sexuels socialement instruits »²⁰.

En fait, comme le note Denis Siefert, la question de la dette n'oppose pas des « fourmis prêteuses » à des « cigales emprunteuses », le Nord et le Midi, mais traverse nos sociétés selon les clivages de la lutte des classes (« L'enjeu grec », *Politis*, 29/1/2015). Et s'il est vrai, comme le relève Alain Frachon, que la fortune des armateurs, comme celle de l'Église grecque, évaluée à une somme supérieure à la dette du pays, échappe pour l'essentiel à l'impôt (« La Grèce, la dette et la morale », *Le Monde* 6/2/2015), Alexis Tsipras rappelle sa volonté de « réaliser les réformes structurelles non réalisées par le gouvernement sortant, comme la

lutte contre l'évasion fiscale, la corruption et le clientélisme » (*L'Humanité*, 13-14-15/2/2015) et précise que « les oligarques qui étaient habitués à être protégés par le système politique ont toutes les raisons de perdre le sommeil » (« Non à une zone euro à deux vitesses », *Le Monde*, 31/5/2015)²¹. ■

19. Voir John Stuart Mill, *cit. in* Domenico Losurdo, *Contre-histoire du libéralisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2014, p. 277-278.

20. Pierre Bourdieu, « Le Nord et le Midi : contribution à une analyse de l'effet Montesquieu », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, novembre 1980, p. 21-25.

21. La fraude fiscale n'est pas celle des fonctionnaires ou des salariés, prélevés à la source, mais des grandes entreprises, des professions libérales, des artisans (« De la difficulté de collecter l'impôt en Grèce », *Le Monde*, 7/2/2015)